



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

réforme

Question écrite n° 58168

Texte de la question

M. Rémi Delatte attire l'attention de M. le ministre du travail, de l'emploi et du dialogue social sur les craintes exprimées par de nombreux représentants professionnels sur la mise en œuvre du "compte pénibilité". Alors que la prise en compte de la pénibilité du travail tout au long de la vie professionnelle est un élément majeur du départ anticipé à la retraite, les modalités qui seront retenues pour son calcul inquiètent plusieurs fédérations représentant les employeurs, notamment celles des artisans et des petites et moyennes entreprises (PME). Ainsi l'arrêté du 30 janvier 2012 relatif au modèle de fiche prévu à l'article L. 4121-3-1 du code du travail apparaît en contradiction avec la simplification administrative recherchée par le Gouvernement ; de même la fixation des seuils dans le cadre d'un référentiel interprofessionnel basé sur l'intensité et la temporalité de l'exposition apparaît selon les premiers éléments communiqués, source de contentieux et de recours juridiques excessifs à l'encontre des employeurs. Il souhaite connaître les réponses qui seront apportées à l'inquiétude des artisans et responsables de PME afin que le compte pénibilité ne soit pas perçu comme une contrainte supplémentaire, source de découragement préjudiciable à l'emploi.

Texte de la réponse

Afin de garantir le caractère équitable de la réforme des retraites, le gouvernement s'est engagé, et c'est là un axe majeur de cette réforme, à apporter une réponse durable à la question de la pénibilité au travail. Elle passe par la reconnaissance d'une juste compensation pour les salariés concernés, mais aussi par la prévention de l'exposition à des facteurs de pénibilité. La création d'un compte personnel de prévention de la pénibilité représente, à cet égard, une avancée sociale essentielle. Ayant bien conscience des difficultés auxquelles doivent faire face les petites entreprises, notamment dans le secteur du bâtiment et des travaux publics, la priorité du gouvernement a été de privilégier des solutions offrant la plus grande simplicité de gestion et de sécurité juridique tant pour les entreprises dans leurs obligations de déclaration des situations de pénibilité que du point de vue des salariés pour la mobilisation de leurs droits. La concertation conduite par Michel de Virville s'est efforcée de trouver les modalités de mise en œuvre les plus simples, les moins coûteuses et les plus sûres. Beaucoup de propositions ont été prises en compte : annualisation des seuils, déclaration unique en fin d'année, dématérialisation et simplification de la fiche de pénibilité, calendrier très progressif de montée en charge des cotisations. Cette réforme est importante et engage sur le long terme. Elle crée un droit, non pas pour quelques années, mais pour des générations entières de salariés. Elle mérite, pour assurer sa réussite, un temps d'appropriation pour les entreprises par une montée en charge progressive du dispositif. C'est la raison pour laquelle, l'année 2015 sera une année de « rodage » du dispositif sur une partie des facteurs de pénibilité identifiés (4 sur 10, les plus simples à identifier), avant sa généralisation en 2016, car il ne peut être question de remettre en cause l'objectif. Comme l'a réaffirmé le Président de la République lors du discours d'ouverture de la troisième Grande Conférence Sociale : « traiter de la pénibilité, là encore, a été un progrès [...] ». Cette pénibilité aura maintenant toute sa place dans la législation française ». La loi s'appliquera donc bien à partir du 1er janvier 2015 et sera pleinement opérationnelle et effective dès 2016. Cela laisse une année pour permettre aux entreprises d'assurer une pleine application dans la durée du compte pénibilité et ainsi garantir la réussite de

cette réforme.

Données clés

Auteur : [M. Rémi Delatte](#)

Circonscription : Côte-d'Or (2^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 58168

Rubrique : Retraites : généralités

Ministère interrogé : Travail, emploi et dialogue social

Ministère attributaire : Travail, emploi et dialogue social

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [24 juin 2014](#), page 5142

Réponse publiée au JO le : [26 août 2014](#), page 7246